Conto corrente con la posta **Anno 89° — Numero 66**

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 18 marzo 1948 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA – UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI – TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO – PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA – TELEF. 80-033 841-737 850-144

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1947

1948

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

SUPPLEMENTI DEI BOLLETTINI DELLE OBBLIGAZIONI

SUPPLEMENTO ALLA «GAZZETTA UFFICIALE» N. 66 DEL 18 MARZO 1948:

Bollettino delle obbligazioni, delle cartelle e degli altri titoli estratti per il rimborso e pel conferimento di premi n. 14: **Ministero del tesoro - Cassa depositi e prestiti - Sezione autonoma di credito comunale e provinciale:** 44ª Estrazione di cartelle speciali 3,75 % effettuata nel febbraio 1948. (1296)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 16 dicembre 1947, n. 1757.

Approvazione degli Accordi di carattere economico conclusi in Roma, tra l'Italia e la Francia, il 22 dicembre 1946.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Ha sanzionato e promulga la seguente legge approvata dall'Assemblea Costituente:

Art. 1

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi in Roma fra l'Italia e la Francia, il 22 dicembre 1946:

a) Accordo commerciale;
b) Accordo di pagamento;
c) Protocollo annesso;
d) Scambio di Note.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 22 dicembre 1946.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — DEL VECCHIO — TOGNI — MERZAGORA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Accord commercial entre l'Italie et la France

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Français sont convenus des dispositions ci-après:

Art. 1er

La France et l'Italie s'accorderont un traitement aussi favorable que possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'importation et d'exportation.

Art. 2.

En ce qui concerne les produits intéressant d'une manière spéciale l'économie des deux Pays, il est convenu que, pendant l'année 1947:

a) pour les marchandises reprises à la liste *A* ci-annexée, qui sont ou seraient prohibés à l'exportation de France, le Gouvernement français délivrera des autorisations d'exportation à concurrence des quantités ou valeurs figurant à ladite liste; des licences d'importation seront délivrées par le Gouvernement italien à concurrence des mêmes quantités ou valeurs;

b) le Gouvernement italien autorisera l'exportation vers la France des marchandises reprises à la liste *B* ci-annexée pour les quantités ou valeurs y figurant; des licences d'importation seront délivrées par le Gouvernement français à concurrence des mêmes quantités ou valeurs.

Art. 3.

Les contingents repris aux listes *A* et *B* seront mis en répartition, tant à l'importation qu'à l'exportation, par tranches semestrielles. Toutefois, pour les produits ayant un caractère saisonnier, les contingents prévus seront ouverts en totalité dès la mise en application du présent Accord.

Art. 4.

A partir du 1er janvier 1947, les licences d'importation et d'exportation qui seront délivrées dans chacun des deux Pays s'imputeront sur les contingents prévus au présent Accord; cependant, en dérogation à cette règle, et sous condition de l'approbation des deux Gouvernements dans chaque cas particulier, des licences d'importation (ou d'exportation) délivrées dans chacun des deux Pays pourront s'imputer sur les reliquats non utilisés des contingents de l'Accord du 9 février 1946 lorsque les licences d'exportation (ou d'importation) correspondantes auront été délivrées dans l'autre Pays avant le 1er janvier 1947.

Art. 5.

Chacun des deux Gouvernements fera tenir à l'autre, pour chacun des trois premiers trimestres d'application du présent Accord, un relevé des licences d'importation qu'il aura délivrées par imputation sur le poste « divers ». Après examen de ce relevé, qui comportera l'indication des noms des fournisseurs, le Gouvernement du pays exportateur fera connaître à l'autre, dans les délais les plus brefs, s'il a délivré ou s'il compte délivrer les autorisations d'exportation correspondantes. Les imputations effectuées sur le poste « divers » seront rectifiées en conséquence.

Art. 6.

Les services compétents se communiqueront mutuellement tous renseignements utiles sur la délivrance des licences d'importation et d'exportation.

Art. 7.

Les deux Gouvernements conviennent de n'admettre aucune opération de compensation privée entre l'Italie et la France.

Art. 8.

La Commission mixte instituée par l'Accord du 9 février 1946 surveillera l'application du présent Accord. Elle aura également pour mission de formuler toutes propositions utiles tendant à améliorer les relations commerciales et financières entre l'Italie et la France. Elle se réunira à la demande du Président d'une des deux Délégations et au plus tard au mois de mai 1947.

Art. 9.

Le présent Accord sera mis en application à dater du 1er janvier 1947.

Il prendra fin au 31 décembre 1947 et sera renouvelable d'année en année, par tacite reconduction, sauf préavis de trois mois.

Il pourra y être mis fin à tout moment moyennant un préavis de trois mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 22 décembre 1946.

Pour l'Italie — NENNI
Pour la France — BALAY

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LISTE *A*

EXPORTATIONS FRANÇAISES VERS L'ITALIE

N. du tarif italien	MARCHANDISES		Quantité ou valeur
ex 1	Chevaux-bretons:		
	— étalons	têtes	50
	— poulains et pouliches	»	250
	Chevaux pur sang Anglais	»	50
	Chevaux-demi-sang:		
	— étalons	»	25
	— de service	»	500
2	Mulets	»	500
33	Poissons frais et congelés	lire	100.000.000
50-*A*	Cacao en fèves	T.	1.000 (1)
52, 53 56, 60	Epices (cannelle, griffes et clous de girofles, gingembre, noix muscade et macis)	»	150
58	Vanille	Kgs.	1.000
54	Poivre	T.	200
139-*A*	Cire d'abeilles	»	100
145	Alfa	»	1.500
146	Crin végétal	»	100
ex 147-*A*	Kapok	»	100
152	Filés de lin	»	200
ex 187	Fils de coton à broder	lire	50.000.000
ex 190, ex 191	Tissus de coton haute fantaisie	»	50.000.000
211-*B*	Laine lavée à dos	T.	200
211-*E*	Laine peignée	»	100
ex 214	Poil brut de lièvre et de lapin	»	100
218	Tissus de laine	lire	200.000.000
224	Feutres pour papeterie	»	15.000.000
ex 252-*bis*	Tissus de rayonne notamment doublures	»	60.000.000
ex 270, ex 273, ex 273-*bis*	Lingerie fine de soie, lin et rayonne	»	20.000.000
Divers	Dentelles, tulles, guipures, broderies	»	20.000.000
Divers	Tissus d'ameublement	»	40.000.000
Divers	Gants	»	20.000.000
252-*E* 1	Gazes à bluter	»	10.000.000
ex 274-*F*	Bauxite	T.	60.000
278	Ferrailles de fer et d'acier	»	70.000 (2)
280	Fonte phosphoreuse	»	2.000
281-*E*, 282	Ferro-molybdène	»	50
281-*G*, 282	Alliages titane	»	50
281-*I*, 282	Ferro-vanadium	»	40
ex 282	Manganèse métal	»	30
ex 324 ex 504	Fournitures d'horlogerie petit volume, y compris les ressorts	lire	10.000.000
ex 367	Toiles métalliques pour papeterie	»	16.000.000

(1) Sur la récolte 1947.
(2) Dont T. 50.000 en provenance de l'Afrique du nord et T. 20.000 de la France métropolitaine.

Suite: LISTE *A*

N. du tarif italien	MARCHANDISES		Quantité ou valeur
ex 369, ex 466	Rouleaux égoutteurs pour papeterie	lire	2.000.000
ex 369, ex 466	Pièces détachées de machines pour papeterie	»	2.000.000
ex 407	Machines agricoles et pièces détachées	»	50.000.000 (1)
412-*A*-*B*	Machines typographiques:		
	— machines Offset	»	40.000.000
	— rotatives pour journaux	»	40.000.000
415, ex 466	Machines textiles, y compris les accessoires et les pièces détachées		60.000.000
460	Matériels pour chemin de fer	»	40.000.000
460	Appareils pour la réduction du format des films	»	30.000.000
ex 475	Outils diamantés	»	20.000.000
481, ex 488, 489, 491, 496	Instruments scientifiques de précision, d'optique, de mesure, de dessin et de navigation	»	30.000.000
ex 482	Appareils pour la photoreproduction en relief	»	20.000.000
ex 482, 497-*bis A*	Appareils cinématographiques de prise de vue	»	30.000.000
485-*A*	Verres de lunetterie	T	30
543	Marbre	lire	20.000.000
ex 546, ex 553	Meules pour meuletens, platines, segments et cylindres en pierre de basalt pour papeterie	»	6.000.000
ex 552	Charbons artificiels:		
	— plaques pour balais	T.	15
	— plaques métallographiques	»	3
	— poudre dépolarisante	»	12
	— charbons et positifs pour piles	pièces	24.000
	— charbons d'arc	»	400.000
553	Kaolin	T.	1.000
ex 558	Argiles	»	20.000
ex 558	Terres réfractaires	»	10.000
ex 558	Terres chamottées	»	10.000
ex 565	Sables industriels	»	1.500
ex 565	Sables pour verrerie	»	5.000
ex 565	Phosphates	»	750.000 (2)
ex 567	Blocs réfractaires Corhart		500
ex 581	Dalles en cristal	lire	60.000.000
ex 584	Tubes fluorescents	»	10.000.000
585	Verres d'optique	T.	20
ex 591	Verrerie de laboratoire	lire	2.000.000

(1) Les intéressés se mettront d'accord sur les types de machines à échanger.
(2) Avec possibilité d'augmentation.

Suite: LISTE A

N. du tarif italien	MARCHANDISES		Quantité ou valeur
ex 591, ex 591-*bis*	Gobeleterie en verre et cristal	lire	40.000.000
601	Graphite en paillettes	T.	4.000
603	Mica	»	350
ex 604	Bois coloniaux divers	»	1.000
ex 604	Placages	Mq.	200.000
ex 604-*A*	Bois d'okoumé	T.	2.000 (1)
693	Cornes, os et matières similaires	»	1.000
694	Benzol	»	100
ex 654-*B*	Gomme arabique	»	400
655-*A*	Celophane	»	100 (1)
658, ex 660, 661	Huiles essentielles et essences: éthers pour parfumerie, parfums synthétiques et constituants d'essences	lire	20.000.000 (2)
ex 662	Parfumerie, à l'exclusion de l'eau de Cologne	»	20.000.000
674	Potasse caustique	T.	200
680-*e*	Carbonate de potasse	»	500
689-*f*	Nitrate de potasse	»	500
ex 696	Phosphate trisodique	»	150
715-*A*	Hyperphosphates	»	10.000
715-*C*	Engrais potassiques (K2O)	»	10.000
717-*H*	Acide oxalique	»	50
749	Naphtaline brute et raffinée	»	800
767	Alcaloïdes et leurs sels	Kgs.	3.000 (3)
777	Plantes médicinales	T	50
ex 777-*B*	Noix de Kola	»	20
ex 781	Vitamine D	Kgs.	2
ex 802	Charbons actifs	T.	50
ex 803-*B*	Gélatine pour photographie	»	50
ex 805	Peaux de bovins légères de Madagascar et d'A.O.F (4)		
ex 809-*D* 2	Peaux tannées de reptiles, autruches, poissons et de sauvagine	lire	26.000.000
ex 809-*D* 2	Fleurs sciées de moutons	»	6.000.000
826-*A*	Caoutchouc brut naturel	T.	2.000
ex 847-*D*	Papier support photographique	»	150
860, 861 862	Livres, journaux, publications périodiques et éditions musicales	lire	200.000.000
ex 879	Diamants industriels	carats	1.000

(1) Avec possibilité d'augmentation.
(2) Dont Kgs. 300 de mentol en cristaux.
(3) Dont Kgs. 2.000 de théobromine.
(4) On examinera de part et d'autre la possibilité de réaliser cette exportation par compensation avec une importation italienne de cuirs de bovins salés.

Suite: LISTE A

N. du tarif italien	MARCHANDISES		Quantité ou valeur
924, 74	Graines de semences:		
	— potagères (petits pois, haricots)	T.	100 (1)
	— trèfle incarnat		P. M. (2)
	— raygrass	»	100
	— trèfle violet		P. M. (3)
	— graines de betteraves sucrières	»	135 (4)
	— graine de betteraves fourragères	»	400
	— esparcette	»	500
	— vesce d'hiver	»	500
ex 932	Chardons cardères	»	40
ex 932	Raphia	»	1.000
938-*B*	Boyaux salés	»	100
948-*B*	Films de cinéma	»	P. M.
951	Chiffons de laine et de coton	»	3.000
	Allomerants de fonderie	»	500
	Disques pour phonographes	lire	4.000.000
	Autres marchandises	»	600.000.000

(1) Cette quantité vient en supplément des tonnages nécessaires pour l'exécution des contrats de culture.
(2) Sous réserve de l'exportation vers la France d'une même quantité de trèfle incarnat de provenance italienne.
(3) Quantité à préciser dans le cours de l'année.
(4) Avec possibilité d'augmentation.

LISTE B

EXPORTATIONS ITALIENNES VERS LA FRANCE

N. du tarif français	MARCHANDISES		Quantité ou valeur
ex 21	Cuirs de bovins salés		(1)
ex 79	Riz de semence	T	20
ex 84-*A*	Oranges et mandarines	»	5.000
ex 84-*A*	Citrons	»	10.000
ex 84-*A*	Fruits frais (cerises soufrées)	»	2.000
ex 84-*A* et ex 158-*A*	Fruits et légumes	»	1.000 (2)
ex 85	Fruits secs:		
	— amandes sans coques	»	400
	— noisettes en coques	»	100
ex 86	Pulpes de fruits	»	100
ex 88	Graines de moutarde	»	50
ex 89	Graines de semence:		
	— graines potagères y compris oignons et aulx	»	400 (3)
	— graines de fleurs	»	10
	— trèfle incarnat		P. M. (4)

(1) On examinera de part et d'autre la possibilité de réaliser cette importation par compensation avec une exportation française de peaux de bovins de Madagascar et d'Afrique O. F.
(2) Destinés aux troupes françaises stationnés en Autriche.
(3) Cette quantité vient en supplément des tonnages nécessaires pour l'exécution des contrats de culture.
(4) Sous réserve de l'exportation vers l'Italie d'une même quantité de trèfle incarnat de provenance française.

Suite : LISTE *B*

N. du tarif français	MARCHANDISES		Quantité ou valeur
112	Huiles essentielles:		
	— jasmin	Kgs.	100
	— bergamote	»	42.000
	— citron	»	75.000
	— menthe	»	10.000
	— orange douce	»	2.000
	— mandarine	»	1.500
	— essences diverses	Frs.f.	5.000.000
124	Jus de réglisse	T.	200
ex 126	Racines d'iris	»	400
ex 126	Racines de réglisse	»	300
126 à 127-*bis*	Espèces médicinales et aromatiques	Frs.f.	20.000.000
ex 150	Douves de tonnellerie	T.	7.500
142-*bis*	Chanvre brut	»	2.000 (1)
ex 155	Sumac:		
	— moulu	»	500
	— en feuilles	»	500
156-*bis*	Safran	»	1
ex 158-*A*	Légumes frais	»	1.000
164-*ter*	Paille de sorgho	Frs.f.	18.000.000
ex 167	Chiffons et déchets de chanvre		P. M.
ex 170	Boutures de jasmin	»	1.500.000
ex 170	Plants d'agrumes	»	1.500.000
175 et 175-*bis*	Marbre et albâtre	»	40.000.000
ex 179-*ter-B*	Amiante	T.	500
ex 179-*quinq.*	Pierre ponce	»	1.000
ex 189	Pyrites	»	10.000
180	Soufre	»	35.000
ex 191	Graphite en poudre	»	900
224	Zinc:		
	— minerai	»	15.000
	— métal	»	2.000
226	Mercure	»	250
229	Cadmium	»	50
024	Acide borique naturel	»	50
0230	Acide citrique	»	100
ex 302	Electrodes graphitées	»	100
ex 350 ex 358	Verrotterie et ouvrages en cristal	Frs.f.	20.000.000
ex 363 et 364	Filés de chanvre	T.	600
ex 367-*A-B*	Ficelles de chanvre	»	50
ex 367-*C* à *E* et ex 437	Cordages et filets de pêche en chanvre	»	50
ex 368 à 371	Filés de coton fins pour l'industrie électrique	»	100
ex 380	Soie grège, simple et torse	»	400
ex 437	Filets de pêche en coton	»	20
466, 466-*bis* 468, 472	Livres, journaux, publications périodiques, éditions musicales	Frs.f.	100.000.000
469-*quater*	Films de cinéma		*P. M.*
ex 481-*C*	Chaussures de luxe en cuir pour dames	»	5.000.000

(1) Dont T. 1500 sur la récolte 1946 et T 500 sur la récolte 1947.

Suite : LISTE *B*

N. du tarif français	MARCHANDISES		Quantité ou valeur
484	Gants en peau ou en pelleterie	Frs.	15.000.000
509-*ter*	Pierres d'horlogerie	»	2.000.000
514 à 519-*bis*	Machines textiles, y compris acessoires et pièces détachées	»	20.000.000
522	Machines agricoles et pièces détachées (1)	»	10.000.000
523	Machines à coudre	»	20.000.000 (2)
ex 524-*A* et *B*	Groupes électrogènes	»	40.000.000
ex 524-*A* et *B*	Moteurs électriques de petite puissance	»	30.000.000
ex 524-*bis*	Frigidaires	»	10.000.000
525	Machines-outils	»	70.000.000
ex 525-*ter A* et *B*	Machines à calculer	»	10.000.000
ex 525-*ter B*	Machines à écrire et pièces détachées	»	20.000.000
525-*ter D*	Caisses enregistreuses	»	5.000.000
533-*septiès*	Roulements à billes	»	20.000.000
537 et divers	Outillage pour machines outils	»	15.000.000
590 à 594-*bis*	Meubles	»	20.000.000
ex 604	Accordéons	»	10.000.000
ex 604	Disques pour phonographes	»	2.000.000
ex 606 à ex 607-*quater*	Tresses de paille	»	20.000.000
620-*bis*	Cartons spéciaux	»	5.000.000
626, 627	Chapeaux de feutre	»	20.000.000
ex 628-*A* à *E*	Cloches pour chapeaux	»	20.000.000
ex 628-*B*	Chapeaux de paille et de copeaux	»	20.000.000
ex 634-*ter*, ex 635 et divers	Instruments scientifiques de précision, d'optique, de mesure, de dessin et de navigation	»	12.000.000
ex 635-*bis A*	Appareils cinématographiques de projection	»	15.000.000
ex 635-*bis A*	Projecteurs, réflecteurs, lampes à arc pour prise de vues cinématographiques	»	5.000.000
Divers	Matériel de rizerie	»	50.000.000
Divers	Dentelles, tulles, guipures et broderies	»	10.000.000
Divers	Produits de l'artisanat (ouvrages artistiques en cuir; ouvrages en marbre et albâtre; ouvrages en nacre, ambre, écaille, ivoire; ouvrages artistiques in bois; faïences et céramiques artistiques; imagerie)	»	50.000.000
	Bâteaux à moteur	n.	2
	Autres marchandises	Frs.f.	300.000.000

(1) Les intéressés se mettront d'accord sur les types de machines à échanger.

(2) Dont 12 milions de machines à coudre industrielles.

Accord de paiement entre l'Italie et la France

Art. 1.

1. Pour assurer les moyens de réglement nécessaires aux paiements autorisés en Italie des personnes résidant dans la zone franc et aux paiements autorisés dans la zone franc des personnes résidant en Italie, la Banque de France agissant pour le compte du Gouvernement français et l'Ufficio Italiano dei Cambi agissant pour le compte du Gouvernement italien, se vendront l'un à l'autre des francs contre lires et inversement.

2. En exécution de l'alinéa précédent la Banque de France ouvrira à l'Ufficio Italiano dei Cambi un compte en francs; l'Ufficio Italiano dei Cambi ouvrira à la Banque de France un compte en lires.

Art. 2.

La Banque de France fournira à l'Ufficio Italiano dei Cambi, contre paiement en francs français, les monnaies locales nécessaires pour effectuer tout paiement autorisé dans les territoires de la zone franc où ces monnaies ont pouvoir libératoire légal.

Art. 3.

Si, à un moment donné, le solde résultant de la compensation des deux comptes visés à l'art. 1 vient à dépasser 800 millions de francs ou la contrevaleur en lires, les Parties Contractantes se consulteront sans délai. Le pays créancier pourra cesser d'accepter la monnaie de l'autre pays.

Art. 4.

1. L'Ufficio Italiano dei Cambi aura le droit à tout moment de vendre à la Banque de France, contre tout ou partie des soldes en lires détenus par cette dernière au titre du présent Accord, soit, au taux officiel, les francs dont il est créditeur au compte prévu à l'art. 1, soit de l'or sur une base à convenir de commun accord, soit toute monnaie tierce agréée par la Banque de France au prix d'achat officiel pratiqué par cette dernière.

2. La Banque de France aura le droit, à tout moment, de vendre à l'Ufficio Italiano dei Cambi, contre tout ou partie des soldes en francs détenus par ce dernier au titre du présent accord, soit, au taux officiel, les lires dont elle est créditrice au compte prévu à l'art. 1, soit de l'or sur une base à convenir de commun accord, soit toute monnaie tierce agréée par l'Ufficio Italiano dei Cambi au prix d'achat officiel pratiqué par ce dernier.

Art. 5.

1. Le taux officiel de change entre le franc et la lire est fixé à 119,10 francs pour 100 lires; ce taux ne peut être modifié par l'une des Parties Contractantes qu'après notification préalable à l'autre Partie.

2. Les dettes libellées en devises autres que le franc et la lire seront converties dans la monnaie du pays débiteur sur la base du cours officiel en vigueur dans ce pays le jour précédent celui du versement.

Art. 6.

1. Si l'un des deux Gouvernements réduit la valeur de sa monnaie, il devra ajuster dans la proportion de cette variation les avoirs en cette monnaie détenus au titre du présent accord respectivement par la Banque de France et l'Ufficio Italiano dei Cambi.

2. De même si le taux officiel de change venait à être modifié, celui des montants fixés à l'art. 3 qui serait exprimé dans la monnaie dont la valeur aurait été réduite serait ajusté dans la proportion de cette variation.

Art. 7.

A l'expiration de l'Accord, les soldes des deux comptes ouverts conformément à l'art. 1 seront compensés sur la base du taux officiel de change. Les deux Gouvernements se mettront d'accord sur les mesures propres à assurer la liquidation du solde final qui continuera à bénéficier de la garantie prévue à l'art. 6.

Art. 8.

Les soldes des comptes ouverts en application de l'art. 2 de l'Accord franco-italien du 9 février 1946 seront virés au crédit des comptes ouverts conformément à l'art. 1 ci-dessus.

Art. 9.

Le présent Accord, qui sera sujet à révision et aménagements après consultation mutuelle, entrera en vigueur le 1er janvier 1947. Il prendra fin au 31 décembre 1947 et sera renouvelable d'année en année par tacite reconduction sauf préavis de trois mois.

Il pourra y être mis fin à tout moment moyennant un préavis de même durée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 22 décembre 1946.

Pour l'Italie
NENNI

Pour la France
BALAY

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

PROTOCOLE ANNEXE

I. — CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les droits de douane, les droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports visés au paragraphe précédent, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que celles auxquelles sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que celles auxquelles sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties Contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie Contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Exceptions. Les engagements formulés ci-dessus ne s'étendent pas:

a) aux dispositions tarifaires et douanières qui règlent les relations de la métropole et de ses colonies ou possessions ainsi que les relations des colonies ou possessions entre elles;

b) aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres États limitrophes pour faciliter le trafic frontalier dans une zone n'excédant pas 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière;

c) aux faveurs résultant d'une union douanière conclue par l'une des deux Parties Contractantes.

II. — Droits et taxes intérieures.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve la faculté de soumettre à des taxes les produits importés du territoire de l'autre Partie, si les mêmes produits sont grevés à l'intérieur du pays d'une taxe de fabrication ou autre, ou fabriqués avec des matières premières soumises à une telle taxe.

Les taxes intérieures et en général toutes les charges qui grèvent ou grèveront, sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, la production, la préparation, la circulation ou la consommation d'une marchandise pour le compte de qui ce soit, ne pourront, sous aucun prétexte, frapper les produits originaires de l'autre Partie d'un taux plus élevé ou d'une manière plus onéreuse qu'elles ne frappent les produits similaires indigènes ou ceux du pays le plus favorisé dans le cas où ce traitement serait plus favorable que le traitement national.

III. — Publications et affiches de propagande touristique

Seront admis de part et d'autre en franchise des droits de douane et des taxes sur le chiffre d'affaires:

1° les publications de propagande touristique (guides, dépliants, etc.) même illustrées qui ont pour objet essentiel d'amener le public à visiter l'un des deux pays, ou des foires ou des expositions dans l'un des deux pays, pourvu que ces documents soient destinés à être distribués gratuitement et qu'ils ne contiennent pas plus de 50 % de publicité commerciale;

2° les affiches touristiques qui ont pour objet essentiel d'amener le public à visiter l'un des deux pays ou des foires ou expositions dans l'un des deux pays, pourvu que ces affiches ne contiennent pas de textes de publicité commerciale.

IV. — Licences d'importation.

Les Hautes Parties Contractantes dispenseront de licences d'importation:

1° les échantillons de voyageurs de commerce importés de l'un des pays dans l'autre;

2° les films cinématographiques admis temporairement de l'un des deux pays dans l'autres pour être visionnés sous surveillance douanière.

V. — Clause de dénonciation.

Ce régime pourra prendre fin à la diligence d'une des deux Parties Contractantes moyennant un préavis d'un mois. Au cas où l'autre Partie Contractante considérerait le nouveau régime douanier préjudiciable à ses propres intérêts, elle pourra dénoncer l'Accord commercial et l'Accord de paiement signés en date d'aujourd'hui, qui cesseront leurs effets un mois après la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 22 décembre 1946

Pour l'Italie — Nenni

Pour la France — Balay

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

Le Président de la Délégation française au Président de la Délégation italienne

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord commercial en date de ce jour, la Délégation française a vivement insisté pour obtenir l'attribution d'un contingent de déchets de chanvre, en plus des contingents de chanvre brut et de filés de chanvre inscrits à la liste *B*.

La Délégation italienne a fait connaître qu'il lui était impossible d'accueillir cette demande. Elle a précisé toutefois qu'elle accepterait la livraison à la France de 500 tonnes de déchets de chanvre, à condition que le contingent de ferrailles prévu à l'Accord signé en date de ce jour soit élevé à 100.000 tonnes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai pris bonne note de cette proposition et que je ne manquerai pas de la soumettre aux services français intéressés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation française
R. Drouin

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Au cours des négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord commercial en date de ce jour, la Délégation française a vivement insisté pour obtenir l'attribution d'un contingent de déchets de chanvre, en plus des contingents de chanvre brut et de filés de chanvre inscrits à la liste *B*.

La Délégation italienne a fait connaître qu'il lui était impossible d'accueillir cette demande. Elle a précisé toutefois qu'elle accepterait la livraison à la France de 500 tonnes de déchets de chanvre, à condition que le contingent de ferrailles prévu à l'Accord signé en date de ce jour soit élevé à 100.000 tonnes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai pris bonne note de cette proposition et que je ne manquerai pas de la soumettre aux services français intéressés ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai pris bonne note de ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
I. M. LOMBARDO

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

Au cours des conversations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial entre la France et l'Italie, signé en date de ce jour, la Délégation française n'a pas été en mesure d'accepter intégralement la demande italienne concernant l'attribution d'un contingent de ferrailles à importer de France en Italie.

Toutefois, afin de satisfaire dans toute la mesure du possible les importants besoins de l'Italie dans ce domaine, la Délégation française recommandra à son Gouvernement la mise au point d'une collaboration de capitaux et de techniciens français et italiens pour la récupération des épaves se trouvant dans les ports français métropolitains et africains, de manière à permettre l'attribution à l'Italie d'un contingent supplémentaire annuel de ferrailles.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation française
R. DROUIN

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Au cours des conversations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial entre la France et l'Italie, signé en date de ce jour, la Délégation française n'a pas été en mesure d'accepter intégralement la demande italienne concernant l'attribution d'un contingent de ferrailles à importer de France en Italie.

Toutefois, afin de satisfaire dans toute la mesure du possible les importants besoins de l'Italie dans ce domaine, la Délégation française recommandra à son Gouvernement la mise au point d'une collaboration de capitaux et de techniciens français et italiens pour la récupération des épaves se trouvant dans les ports français métropolitains et africains, de manière à permettre l'attribution à l'Italie d'un contingent supplémentaire annuel de ferrailles ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
I. M. LOMBARDO

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de la Délégation italienne sur les dispositions suivantes:

« Se référant à l'Accord de paiement signé en date de ce jour les Parties Contractantes conviennent de prendre, chacune pour sa part, les dispositions nécessaires en vue d'autoriser les paiements suivants entre la zone franc et l'Italie:

règlements commerciaux, à l'exclusion du paiement des marchandises en transit;

frais de transport afférents à tout genre de trafic maritime, terrestre ou aérien, frais d'entreposage ou de dédouanement, assurances sur marchandises (primes et indemnités), commissions, courtages, frais de représentation, et tous autres frais afférents au trafic des marchandises;

frais de transformation, d'usinage, de réparation;

frais et bénéfices résultant du commerce de transit;

salaires, honoraires, appointements, pensions;

frais d'entretien, de subsistance, de scolarité, d'hospitalisation;

frais de voyage;

droits et redevances de brevets, licences, et marques de fabrique;
droits d'auteur;
cotisations et abonnements;
règlements d'assurances et de réassurances (primes et indemnités);
dépenses et recettes des services publics (impôts, amendes, etc.);
dépenses du Gouvernement français en Italie et du Gouvernement italien dans la zone franc;
règlements périodiques des administrations des postes, télégraphes et téléphones et des entreprises publiques de transport;
et tout autre règlement de même nature.

Tout autre paiement pourra être admis au bénéfice du transfert d'un commun accord entre la Banque de France et l'Ufficio Italiano dei Cambi agissant pour le compte de leurs Gouvernements respectifs.

Il est précisé que:

1) les salaires visés à la présente lettre ne comprennent pas les salaires des ouvriers italiens qui sont venus ou viendront en France par applications des Accords franco-italiens relatifs à l'immigration italienne en France;

2) la présente lettre vise les paiements énumérés ci-dessus pour autant qu'il s'agit d'échéances postérieures au 1er janvier 1947, à l'exception, bien entendu, de ceux de ces paiements qui étaient déjà visés par l'art. 1 de l'Accord de paiement du 9 février 1946;

3) les règlements afférents aux échanges cinématographiques seront transférés dans le cadre de l'Accord de paiement à partir du moment où sera intervenu un accord gouvernemental entre la France et l'Italie fixant la nature et le montant de ces échanges ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
I. M. LOMBARDO

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de la Délégation française sur les dispositions suivantes:

« Se référant à l'Accord de paiement signé en date de ce jour les Parties Contractantes conviennent de prendre, chacune pour sa part, les dispositions nécessaires en vue d'autoriser les paiements suivants entre la zone franc et l'Italie:

règlements commerciaux, à l'exclusion du paiement des marchandises en transit;
frais de transport afférents à tout genre de trafic maritime, terrestre ou aérien, frais d'entreposage ou de dédouanement, assurances sur marchandises (primes et indemnités), commissions, courtages, frais de représentation, et tous autres frais afférents au trafic des marchandises;
frais de transformation, d'usinage, de réparation;
frais et bénéfices résultant du commerce de transit;
salaires, honoraires, appointements, pensions;
frais d'entretien, de subsistance, de scolarité, d'hospitalisation;
frais de voyage;
droits et redevances de brevets, licences, et marques de fabrique;
droits d'auteur;
cotisations et abonnements;
règlements d'assurances et de réassurances (primes et indemnités);
dépenses et recettes des services publics (impôts, amendes, etc.);
dépenses du Gouvernement français en Italie et du Gouvernement italien dans la zone franc;
règlements périodiques des administrations des postes, télégraphes et téléphones et des entreprises publiques de transport;
et tout autre règlement de même nature.

Tout autre paiement pourra être admis au bénéfice du transfert d'un commun accord entre la Banque de France et l'Ufficio Italiano dei Cambi agissant pour le compte de leurs Gouvernements respectifs.

Il est précisé que:

1) les salaires visés à la présente lettre ne comprennent pas les salaires des ouvriers italiens qui sont venus ou viendront en France par applications des Accords franco-italiens relatifs à l'immigration italienne en France;

2) la présente lettre vise les paiements énumérés ci-dessus pour autant qu'il s'agit d'échéances postérieures au 1er janvier 1947, à l'exception, bien entendu, de ceux de ces paiements qui étaient déjà visés par l'art. 1 de l'Accord de paiement du 9 février 1946;

3) les règlements afférents aux échanges cinématographiques seront transférés dans le cadre de l'Accord de paiement à partir du moment où sera intervenu un accord gouvernemental entre la France et l'Italie fixant la nature et le montant de ces échanges ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation française
R. DROUIN

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

Me référant à l'art. 5 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que:

1) L'Ufficio Italiano dei Cambi réglera aux bénéficiaires en Italie le montant:
soit des sommes débitées au compte en lires de la Banque de France;

soit de la contrevaleur au taux officiel de change des sommes en francs créditées à son compte chez la Banque de France,
en majorant ces paiements d'une prime additionnelle dans les conditions fixées par le D. L. L. du 4 janvier 1946, n. 2.

De même les débiteurs en Italie verseront, outre la contrevaleur en lires au taux officiel de change des montants en francs ou en autres devises dont ils seront redevables envers leurs créanciers en France, le montant de la prime additionnelle prévue par le D. L. L. du 4 janvier 1946, n. 2.

2) La prime additionnelle visée par l'alinéa précédent a été fixée, jusqu'à nouvel avis, à 125% de la contrevaleur en lires, au taux officiel, des devises étrangères que les personnes résidant en Italie achètent ou vendent à l'Ufficio Italiano dei Cambi. Toute modification de ladite prime sera notifiée sans délai à la Banque de France.

3) Toute modification de la prime additionnelle sera appliquée aux opérations effectuées par l'intermédiaire des comptes prévus à l'art. 1 de l'Accord de paiement postérieurement à la date de la modification intervenue.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
I. M. LOMBARDO

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant à l'art. 5 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que:

1) L'Ufficio Italiano dei Cambi réglera aux bénéficiaires en Italie le montant:

soit des sommes débitées au compte en lires de la Banque de France;

soit de la contrevaleur au taux officiel de change des sommes en francs créditées à son compte chez la Banque de France,
en majorant ces paiements d'une prime additionnelle dans les conditions fixées par le D. L. L. du 4 janvier 1946, n. 2.

De même les débiteurs en Italie verseront, outre la contrevaleur en lires au taux officiel de change des montants en francs ou en autres devises dont ils seront redevables envers leurs créanciers en France, le montant de la prime additionnelle prévue par le D. L. L. du 4 janvier 1946, n. 2.

2) La prime additionnelle visée par l'alinéa précédent a été fixée, jusqu'à nouvel avis, à 125% de la contrevaleur en lires, au taux officiel, des devises étrangères que les personnes résidant en Italie achètent ou vendent à l'Ufficio Italiano dei Cambi. Toute modification de ladite prime sera notifiée sans délai à la Banque de France.

3) Toute modification de la prime additionnelle sera appliquée aux opérations effectuées par l'intermédiaire des comptes prévus à l'art. 1 de l'Accord de paiement postérieurement à la date de la modification intervenue ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation française
R. DROUIN

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de la Délégation italienne sur les dispositions suivantes:

Se référant à l'Accord de paiement signé en date de ce jour et notamment à l'art. 3, les Parties Contractantes conviennent que, dès que les mesures prises par les autorités monétaires italiennes le permettront, elles apporteront audit Accord les modifications nécessaires pour l'adapter aux obligations résultant des accords monétaires internationaux de caractère général auxquels elles ont adhéré ou adhéreront.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
I. M. LOMBARDO

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de la Délégation française sur les dispositions suivantes:

Se référant à l'Accord de paiement signé en date de ce jour et notamment à l'art. 3, les Parties Contractantes conviennent que, dès que les mesures prises par les autorités monétaires italiennes le permettront,

elles apporteront audit Accord les modifications nécessaires pour l'adapter aux obligations résultant des accords monétaires internationaux de caractère général auxquels elles ont adhéré ou adhéreront.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation française
R. DROUIN

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

Me référant à l'art. 4 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'or qui serait placé à Rome sous le dossier de la Banque de France, sera tenu à la libre disposition de cette dernière et pourra être exporté vers toute destination.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
I. M. LOMBARDO

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 22 décembre 1946

Monsieur le Président,

Me référant à l'art. 4 de l'Accord de paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'or qui serait placé à Paris sous le dossier de l'Ufficio Italiano dei Cambi, sera tenu à la libre disposition de ce dernier et pourra être exporté vers toute destination.

Veuilles agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation française
R. DROUIN

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO LEGISLATIVO 5 marzo 1948, n. 136.

Concessione di contributi statali per la costruzione di serbatoi e laghi artificiali e di nuovi impianti idroelettrici in Sardegna.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici, di concerto con i Ministri per il tesoro, per le finanze, per l'agricoltura e le foreste e per l'industria ed il commercio;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 7 febbraio 1948:

Art. 1.

Nel limite di impegno per le annualità relative a sovvenzioni e contributi previsti da leggi speciali, che viene stabilito con la legge di approvazione dello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici, sarà compresa una particolare autorizzazione di lire cinquantunomilioni per ciascuno dei quattro esercizi finanziari dal 1947-48 al 1950-51, per provvedere alla concessione del contributo statale, in base agli articoli 73 e seguenti del testo unico di leggi sulle acque e sugli impianti elettrici, approvato con regio decreto 11 dicembre 1933, n. 1775, nella spesa di costruzione dei serbatoi e laghi artificiali in Sardegna e di un contributo straordinario statale nella spesa di costruzione nell'Isola stessa delle opere principali di nuovi impianti idroelettrici.

Art. 2.

Il contributo straordinario di cui all'art. 1 potrà essere accordato per la costruzione degli impianti idroelettrici che saranno ritenuti economicamente convenienti a giudizio del Ministro per i lavori pubblici, di concerto con i Ministri per il tesoro e per l'industria e commercio.

Esso potrà anche essere accordato, ad integrazione del contributo già ottenuto, per gli impianti in costruzione già autorizzati in Sardegna e per i quali siano già stati presentati nuovi preventivi di opere alla data di pubblicazione del presente decreto.

Art. 3.

Resta invariato il limite massimo del 60 % del contributo statale che potrà essere accordato nella spesa delle opere principali degli impianti idroelettrici fissato dall'art. 3 della legge 23 novembre 1939, n. 1838.

Art. 4.

Per l'istruttoria delle domande saranno seguite le norme del citato testo unico 11 dicembre 1933, n. 1775.

Negli atti di concessione saranno introdotte speciali clausole per la limitazione delle tariffe di vendita dell'energia elettrica e delle acque per irrigazione che saranno stabilite dal Ministero dei lavori pubblici di concerto con i Ministeri delle finanze, dell'industria e commercio e del tesoro.

Art. 5.

Le domande di contributo, che non sono state ancora prodotte, dovranno essere presentate entro il 30 giugno 1948 e gli impianti dovranno essere ultimati entro il 31 dicembre 1951.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 5 marzo 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — TUPINI — DEL VECCHIO — PELLA — SEGNI — TREMELLONI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 marzo 1948
Atti del Governo, registro n. 18, foglio n. 76. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 gennaio 1948.

Radiazione dal quadro del naviglio militare dello Stato dell'avviso « Eritrea » e della petroliera « Tarvisio ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 123;

Udito il parere del Consiglio superiore di marina;

Sulla proposta del Ministro per la difesa;

Decreta:

Le sottoindicate unità sono radiate dal quadro del naviglio da guerra dello Stato:

avviso « Eritrea »;
petroliera « Tarvisio ».

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 28 gennaio 1948

DE NICOLA

FACCHINETTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 febbraio 1948
Registro Marina militare n. 4, foglio n. 333.

(1089)

DECRETO MINISTERIALE 21 febbraio 1948.

Ricostituzione della Commissione arbitrale di prima istanza per le assicurazioni sociali presso la sede di Roma dell'Istituto nazionale della previdenza sociale.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 25 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3184, e 104 del regolamento approvato con regio decreto 28 agosto 1924, n. 1422;

Visti gli articoli 12 del regio decreto-legge 27 ottobre 1927, n. 2055, convertito in legge, con modificazioni, dalla legge 20 maggio 1928, n. 1132, e 32 del regolamento approvato con regio decreto 7 giugno 1928, n. 1343;

Visto l'art. 140 del regio decreto-legge 4 ottobre 1935, n. 1827, convertito in legge, con modificazioni, dalla legge 6 aprile 1936, n. 1155;

Visto l'art. 230 delle disposizioni di attuazione del Codice di procedura civile e disposizioni transitorie, per il quale i giudizi proposti prima dell'entrata in vigore del Codice davanti alle Commissioni arbitrali per le assicurazioni sociali, continuano ad essere regolati dalla legge precedente sino alla loro definizione;

Considerata la necessità di provvedere alla costituzione della Commissione arbitrale di prima istanza per le assicurazioni sociali presso la sede di Roma dell'Istituto nazionale della previdenza sociale;

Viste le designazioni fatte dal Ministro per la grazia e giustizia, per quanto riguarda la nomina del presidente effettivo e del presidente supplente, e dal Prefetto di Roma per quanto concerne la nomina dei sanitari generici e dei sanitari abilitati alla cura della t.b.c. e dei rappresentanti dei datori di lavoro e degli assicurati;

Decreta:

La Commissione arbitrale di prima istanza per le assicurazioni sociali presso la sede di Roma dell'Istituto nazionale della previdenza sociale è costituita come segue:

1) *Presidenza*:
Vallillo dott. Giuseppe, presidente effettivo;
Gentile dott. Corrado, presidente supplente.

2) *Sanitari abilitati all'assistenza domiciliare della tubercolosi*:
Audino dott. Ugo, membro effettivo;
Boccitto dott. Giuseppe, membro effettivo;
Nardone dott. Alberto, membro supplente;
Pulcini dott. Antonio, membro supplente.

3) *Sanitari generici*:
Cupini dott. Ignazio, membro effettivo;
De Donato dott. Raffaele, membro effettivo;
Gentile dott. Alberto, membro supplente;
Di Nella dott. Armando, membro supplente.

4) *Rappresentante dei datori di lavoro industriale*:
Passamonti Redento, membro effettivo;
Andreoli prof. avv. Marcello, membro supplente.

5) *Rappresentanti dei datori di lavoro agricolo*:
Ercoli ing. Antonio, membro effettivo;
Fanfani Remo, membro supplente.

6) *Rappresentanti degli assicurati industriali*:
Alesi dott. Vincenzo, membro effettivo;
Rospini Luigi, membro supplente.

7) *Rappresentanti degli assicurati agricoli*:
Zanolli dott. Rodolfo, membro effettivo;
Fundari Nicola, membro supplente.

Roma, addì 21 febbraio 1948

p. *Il Ministro*: MAGRINI

(1033)

DECRETO MINISTERIALE 24 febbraio 1948.

Autorizzazione alla Società esercente i Magazzini generali di Firenze ad applicare nuove tariffe.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sul l'ordinamento dei Magazzini generali, convertito nella legge 9 giugno 1927, n. 1158, nonchè il regolamento per la sua esecuzione, approvato col decreto 16 gennaio 1927, n. 126;

Visto il decreto Ministeriale 30 giugno 1927, che autorizza la continuazione dell'esercizio dei Magazzini generali di Firenze;

Vista la domanda di aumento delle tariffe attualmente praticate dai succitati Magazzini generali di Firenze (gestiti dalla filiale di Firenze della Società per azioni Magazzini generali e frigoriferi, con sede in Napoli), a' sensi dell'autorizzazione concessa con precedente decreto Ministeriale 1° dicembre 1946;

Viste le deliberazioni n. 294 in data 9 luglio 1947 della Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Firenze, e n. 299 in data 22 settembre 1947 del Comitato provinciale per il coordinamento e la disciplina dei prezzi di Firenze;

Decreta:

Art. 1.

La Società esercente i Magazzini generali di Firenze è autorizzata, in conformità delle succitate deliberazioni della Giunta camerale e del Comitato provinciale prezzi, ad aumentare nelle seguenti misure le tariffe da essa legalmente praticate nel 1939:

1) *Servizi di facchinaggio e magazzinaggio* aumento nel rapporto di 1 a 35 volte dei prezzi in vigore nel 1939;

2) *Assicurazioni* (per ogni 1000 lire o frazione di valore assicurato e per ogni giorno di giacenza):

a) contro gli incendi: L. 0,10 per merci ordinarie e L. 0,20 per merci pericolose;

b) contro i furti: L. 0,10.

Oppure il 15 % del compenso dovuto in base alle condizioni di cui sopra qualora la copertura venga effettuata direttamente dal depositante.

Diritto minimo L. 50.

L'assicurazione contro il furto deve intendersi facoltativa.

Sono aboliti i massimi quindicinali già in vigore per l'assicurazione contro gli incendi.

Art. 2.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Firenze è incaricata di vigilare sull'applicazione delle tariffe come sopra autorizzate e, in generale sull'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 24 febbraio 1948

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(1159)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Somma Vesuviana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 1° dicembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 12 febbraio 1948, registro n. 4 Interno, foglio n. 205, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Somma Vesuviana (Napoli), di un mutuo di L. 690.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(1014)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di S. Giorgio a Cremano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 24 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 12 febbraio 1948, registro n. 4 Interno, foglio n. 203, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di San Giorgio a Cremano (Napoli), di un mutuo di L. 810.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(1015)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Portici ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 18 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 12 febbraio 1948, registro n. 4 Interno, foglio n. 207, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Portici (Napoli), di un mutuo di L. 2.020.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(1016)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Gragnano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 22 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 12 febbraio 1948, registro n. 4 Interno, foglio n. 192, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Gragnano (Napoli), di un mutuo di L. 390.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(1017)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Giugliano in Campania ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 31 ottobre 1947, registrato alla Corte dei conti il 12 febbraio 1948, registro n. 4 Interno, foglio n. 179, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Giugliano in Campania (Napoli), di un mutuo di L. 717.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(1019)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Torre Annunziata ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947.

Con decreto interministeriale in data 30 gennaio 1948, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1948, registro n. 7 Interno, foglio n. 200, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Torre Annunziata (Napoli) di un mutuo di L. 5.020.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(1274)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Modica ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 21 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 12 febbraio 1948, registro n. 4 Interno, foglio n. 196, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Modica (Ragusa), di un mutuo di L. 8.470.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(1025)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Nomina del commissario straordinario dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Grosseto

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici in data 9 marzo 1948, il sig. Ganelli ing. Ernesto è nominato commissario straordinario dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Grosseto.

(1202)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Approvazione dello statuto dell'Ente di assistenza della Confederazione sindacale lavoratori italiani

Con decreto in data 6 marzo 1948 del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, è stato approvato, alla data del 6 marzo 1948, lo statuto relativo all'Ente di assistenza sociale della Confederazione sindacale lavoratori italiani.

(1203)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffide per smarrimento di mezzi fogli di compartimenti semestrali

(1a *pubblicazione*). Avviso n. 50

E' stata chiesta la rinnovazione del certificato di rendita Consolidato 3,50 % (1906), n. 169525, di annue L. 10,50, intestato a Trevisan Bernardo fu Nicola, dom. a Pasiano (Udine), ed ipotecato a favore dell'Amministrazione delle poste per cauzione dovuta dal titolare quale contabile di tale Amministrazione.

Poichè il detto certificato è mancante del mezzo foglio dei compartimenti semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* senza che siano state notificate opposizioni, si procederà alla chiesta operazione, ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con regio decreto-legge 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 26 febbraio 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1110)

(1a *pubblicazione*). Avviso n. 51.

E' stata chiesta la rinnovazione del certificato di rendita Cons. 3,50 % (1906), n. 33877, di annue L. 63, intestato a Moreo Carlo di Giuseppe, e vincolato a favore dei minori Moreo Ferdinando ed Ercole di Carlo a garanzia delle ragioni ad essi spettanti per la dote e controdote materna.

Poichè tale certificato è mancante del mezzo foglio dei compartimenti semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano intervenute opposizioni, si procederà alla chiesta operazione ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con regio decreto-legge 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 26 febbraio 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1111)

(1a *pubblicazione*). Avviso n. 52.

E' stata chiesta la rinnovazione del certificato di rendita Cons. 3,50 % (1906), n. 159069, di annue L. 70, intestato a Besta Cesare fu Giuseppe, dom. in Talamone (Sondrio), ed ipotecato per cauzione dovuta dal titolare, quale notaio residente in Talamone.

Poichè tale certificato è mancante del mezzo foglio dei compartimenti semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano state notificate opposizioni, si procederà alla chiesta operazione, ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con regio decreto-legge 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 26 febbraio 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1112)

(1a *pubblicazione*). Avviso n. 53.

E' stato chiesto il tramutamento in cartelle al portatore del certificato di rendita Cons. 3,50 % 1906, n. 370808, di L. 1050 annue, intestato a Gorla Bice fu Agostino, moglie di Patellani Luigi fu Emanuele, domiciliato in Milano e vincolato per dote della titolare.

Poichè il detto certificato è mancante del mezzo foglio dei compartimenti semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano state notificate opposizioni, si procederà alla chiesta operazione, ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con regio decreto-legge 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 26 febbraio 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1113)

(1a *pubblicazione*). Avviso n. 54.

E' stata chiesta la rinnovazione del certificato del Consolidato 3,50 % (1906), n. 288481, di annue L. 210, intestato a Caccavale Michele fu Giuseppe, domiciliato a Marigliano (Caserta).

Essendo il certificato mancante del secondo mezzo foglio, già usato per la riscossione degli interessi semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica senza che siano intervenute opposizioni, si procederà alla chiesta operazione, ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 26 febbraio 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1114)

(1a *pubblicazione*). Avviso n. 55.

E' stata chiesta la rinnovazione del certificato di rendita Cons. 3,50 % (1906), n. 403247, di annue L. 17,50, intestato a Bruno Francesco di Giovanni Battista, domiciliato in Oneglia (Porto Maurizio) ed ipotecata a favore del Ministero delle poste e telegrafi per supplemento di cauzione dovuta dal titolare quale impiegato del Ministero medesimo.

Poichè detto certificato è privo del mezzo foglio dei compartimenti semestrali, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, senza che siano state notificate opposizioni, si procederà alla chiesta operazione ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con regio decreto-legge 19 febbraio 1911, n. 298.

Roma, addì 26 febbraio 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1115)

CONCORSI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso per esami a quaranta posti di assistente in prova (gruppo C) nel personale di sorveglianza delle case di rieducazione per minorenni.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, sull'assunzione obbligatoria degli invalidi di guerra e successive estensioni;

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato e successive variazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato e successive modificazioni;

Visti i regi decreti 3 gennaio 1926, n. 48, 2 giugno 1936, n. 1172, ed 8 luglio 1941, n. 868, riguardanti provvedimenti a favore di ex combattenti;

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397, concernente l'istituzione dell'Opera nazionale orfani di guerra;

Visto il regio decreto 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'assunzione ai pubblici impieghi;

Visto il regio decreto 25 febbraio 1935, n. 163, concernente l'ammissione dei mutilati ed invalidi di guerra ai pubblici concorsi e successive estensioni;

Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, concernente il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;

Vista la legge 25 settembre 1940, n. 1458, concernente la estensione agli invalidi e agli orfani e congiunti dei caduti nella guerra 1940-1945 delle disposizioni vigenti a favore degli invalidi, degli orfani e congiunti dei caduti in guerra;

Visto il regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27, contenente provvidenze a favore dei chiamati alle armi nell'assunzione da parte delle Amministrazioni statali;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 4 gennaio 1945, n. 10, concernente l'elevazione dei limiti di età per l'ammissione ai pubblici concorsi ad impieghi;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467, che estende le vigenti disposizioni concernenti i reduci ed i congiunti dei caduti in guerra ai reduci ed ai congiunti per la lotta di liberazione;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, concernente il riconoscimento della qualifica di partigiano;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141, dettante norme sullo svolgimento dei concorsi;

Visto il regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 435, sulla ammissione ai concorsi pubblici, con esenzione del limite massimo di età, del personale statale non di ruolo che abbia almeno cinque anni di lodevole servizio;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 13 dicembre 1947, n. 1480, circa il trasferimento del personale dell'Africa Italiana nei ruoli di altre Amministrazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488, che eleva il limite massimo di età previsto dagli ordinamenti in vigore per la partecipazione a pubblici concorsi e fa riserva di posti a favore di coloro che hanno riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale;

Visto il regio decreto 30 luglio 1940, n. 2041, che approva il regolamento per il personale civile di ruolo degli istituti di prevenzione e di pena;

Fatta riserva del terzo dei posti a favore dei sottufficiali delle Forze armate e di un altro terzo a favore dei graduati del Corpo degli agenti di custodia;

Vista la lettera della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 14 novembre 1947, n. 127313/12106.2.6.19/1.3.1, che autorizza a bandire il concorso;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a quaranta posti di assistente in prova (gruppo C) nel personale di sorveglianza delle case di rieducazione per minorenni.

Metà dei detti posti è riservata a favore dei reduci di guerra, degli orfani dei caduti, dei partigiani combattenti e reduci della deportazione tedesca o fascista o dall'internamento in Africa, salva la percentuale riservata agli invalidi e quella del sesto dei posti prevista dall'art. 5 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488.

I vincitori del concorso saranno sottoposti ad un periodo di prova non inferiore a sei mesi, ai sensi dell'art. 17 del regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, e sono esonerati dall'obbligo della frequenza del corso teorico pratico di preparazione di cui all'art. 34 del regio decreto 30 luglio 1940, n. 2041.

Art. 2.

Per essere ammesso al concorso è necessario che l'aspirante:

a) sia cittadino italiano, di sesso maschile;

b) abbia l'esercizio dei diritti civili;

c) abbia sempre tenuto illibata condotta civile, morale e politica;

d) abbia sana e robusta costituzione, immune da difetti od imperfezioni, nonchè una statura non inferiore a m. 1,60;

e) abbia alla data del presente decreto, compiuto l'età di anni 18 e non superata quella di 28. Sono salve le disposizioni circa l'elevazione di cinque anni stabilite dal decreto legislativo luogotenenziale 4 gennaio 1945, n. 10, dei limiti di età per l'ammissione ai pubblici concorsi ad impiego, e le altre in vigore al momento della presentazione della domanda.

Si prescinde dal limite massimo di età in confronto degli aspiranti che, alla data del presente decreto, già rivestano la qualifica di impiegati civili di ruolo dello Stato;

f) sia provvisto di diploma di licenza ginnasiale o della scuola tecnica ai sensi dell'art. 4 del regio decreto 15 luglio 1909, n. 541, o avviamento commerciale o di altro diploma di scuola media inferiore o titolo equipollente, ai sensi dell'articolo 16 del regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, lett. *C*.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 32 e firmate dagli aspiranti, dovranno essere presentate entro sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, alle procure presso i tribunali nella cui giurisdizione ciascun aspirante ha il domicilio o l'abituale residenza, e dovranno essere corredate dai seguenti documenti, debitamente legalizzati:

1) estratto dell'atto di nascita legalizzato dal presidente del tribunale, o dal cancelliere o dal pretore competente;

2) certificato del sindaco del Comune di residenza, dal quale risulti che il candidato è cittadino italiano e gode dei diritti politici, legalizzato dal prefetto.

Sono equiparati ai cittadini dello Stato, agli effetti del presente decreto, gli italiani appartenenti a regioni geograficamente italiane non comprese nel territorio della Repubblica, e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di apposito decreto;

3) certificato di buona condotta morale, civile e politica da rilasciarsi dal sindaco dell'ultimo Comune di residenza, e legalizzato dal prefetto;

4) certificato generale del casellario giudiziale, e quello dei carichi pendenti, legalizzato dal procuratore della Repubblica;

5) certificato medico da rilasciarsi da un medico provinciale o militare, o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica, immune da difetti ed imperfezioni di qualsiasi specie, ed ha statura non inferiore a m. 1,60, debitamente legalizzato.

Nel caso che sussistano difetti od imperfezioni fisiche, dovranno essere esattamente descritti nel certificato ed il sanitario dovrà esprimere il parere sull'idoneità dell'aspirante al servizio.

Gli invalidi di guerra produrranno il certificato da rilasciarsi dall'autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del regio decreto 20 gennaio 1922, sulla forma prescritta dal successivo art. 15.

L'Amministrazione potrà sottoporre i candidati a visita di un sanitario di sua fiducia.

L'aspirante che non sia riconosciuto idoneo, o non si presenti, o rifiuti di sottoporsi alla visita è escluso dal concorso;

6) foglio di congedo illimitato militare, o foglio matricolare o stato di servizio.

Gli ex combattenti dovranno produrre la dichiarazione integrativa da rilasciarsi dai Distretti militari, ai sensi della

circolare n. 77 dell'8 gennaio 1923 del Ministero della guerra. (*Gazzetta Ufficiale* 18 dicembre 1923, n. 291).

La qualità di orfano di guerra o di figlio d'invalido di guerra dovrà essere dimostrata mediante certificato da rilasciarsi dal sindaco del Comune, debitamente legalizzato dal prefetto.

I mutilati ed invalidi di guerra dovranno dimostrare tale loro qualità mediante esibizione del decreto di concessione della relativa pensione, oppure mediante certificato (mod. 69) rilasciati dal Ministero delle finanze (Direzione generale pensioni di guerra).

La concessione di medaglia al valor militare, o della croce di guerra, ovvero di altre attestazioni di merito di guerra o la qualità di ferito in combattimento, di partigiano o di patriota, debbono essere provate con la esibizione dei relativi brevetti;

7) diploma originale del titolo di studio, di cui all'art. 2 del presente decreto o certificato autentico rilasciato dall'autorità scolastica, nonchè certificato dei punti riportati nel conseguimento del detto diploma;

8) stato di famiglia da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole;

9) fotografia recente del candidato, con la sua firma autenticata dal sindaco o da un notaio qualora il candidato non sia provvisto del libretto ferroviario.

L'ammissione al concorso è riservata al giudizio insindacabile del Ministro ed è negata a coloro che per due volte non abbiano conseguita l'idoneità nel concorso di cui trattasi.

Art. 4.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4), 5), 8) del precedente art. 3 devono essere di data non anteriore a tre mesi di quella della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Per i certificati del sindaco di Roma, e del cancelliere del tribunale o del segretario della Procura di Roma, non occorreno legalizzazioni.

I concorrenti che già appartengono ad Amministrazioni statali, come funzionari di ruolo, possono limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 5), 6), 7) e 9) del citato art. 3, insieme alla copia del loro stato di servizio civile, rilasciato ed autenticato dai superiori gerarchici.

Art. 5.

Tutti i documenti debbono essere effettivamente allegati alla domanda.

Non si ammettono riferimenti a presentazioni fatte ad altra Amministrazione, ad eccezione del titolo di studio originale, nè si tiene conto delle domande presentate dopo il termine stabilito, o insufficientemente documentate.

Art. 6.

Gli esami scritti avranno luogo in Roma, nei giorni che saranno stabiliti con successivo provvedimento da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, e gli esami orali, ai quali saranno chiamati i concorrenti, risultati idonei nelle prove scritte, nei giorni che saranno successivamente comunicati ai singoli interessati.

Art. 7.

Gli esami scritti verteranno sulle seguenti materie:

1) nozioni elementari di pedagogia;

2) nozioni elementari sulla istituzione e sul funzionamento dei tribunale dei minorenni.

Le prove orali avranno per oggetto le materie delle prove scritte ed inoltre:

1) regolamento per gli istituti di prevenzione e di pena e regolamento per le case di rieducazione;

2) nozioni elementari sull'ordinamento politico e amministrativo della Repubblica, e sull'ordinamento dell'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia;

3) nozioni di geografia e di storia contemporanea d'Italia.

Art. 8.

La Commissione esaminatrice del concorso sarà costituita a norma dell'art. 19 del regio decreto 30 dicembre 1940, n. 2041.

Per lo svolgimento delle prove di esame si osserveranno le disposizioni contenute nel capo VI del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, e quelle di cui al citato regolamento.

Art. 9.

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che riporteranno una media almeno di sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Nella prova orale dovranno conseguire una votazione di almeno sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e dal punto ottenuto in quella orale.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

In caso di parità di merito saranno osservate le disposizioni del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, e successive estensioni e modificazioni.

Art. 10.

I vincitori del concorso saranno nominati assistenti in prova nel personale di sorveglianza delle case di rieducazione per minorenni, e devono sotto pena di decadenza, raggiungere la sede che verrà loro assegnata.

Art. 11.

I candidati che nei precedenti concorsi ottennero l'ammissione alla prova orale e che comprovino, ai sensi dell'art. 7 del regio decreto-legge 1° aprile 1935, n. 343, di non averla potuto sostenere perchè richiamati alle armi, potranno essere ammessi alla prova orale di questo concorso previa presentazione di domanda corredata da nuova documentazione.

Art. 12.

A coloro che conseguono la nomina ad assistente in prova compete il rimborso della sola spesa del viaggio in 2ª classe dalla loro residenza alla sede ove vengono destinati, nonchè un assegno lordo mensile pari a un dodicesimo dello stipendio annuale del grado 13°, secondo le vigenti disposizioni, oltre gli altri assegni accessori di diritto.

Le procure dei tribunali sono pertanto incaricate del rilascio ai vincitori delle richieste concessioni C, per i viaggi sulle ferrovie dello Stato e dell'apposito mod. 409 (scontrino comprovante l'acquisto del biglietto a spese dello Stato).

I provenienti da altre Amministrazioni statali che siano già impiegati di ruolo conservano lo stipendio se più favorevole, e l'aggiunta di famiglia di cui all'art. 1 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 2 febbraio 1948

Il Ministro: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 marzo 1948
Registro Giustizia n. 4, foglio n. 206. — OLIVA

(1181)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.